ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 4 mars 1991, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant certaines dispositions relatives aux statuts du personnel du cadre actif de la gendarmerie", a donné le 13 mai 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 4 maart 1991 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de rechtstoestanden van het personeel van het actief kader van de rijkswacht", heeft op 13 mei 1991 het volgend advies gegeven :

Intitulé des chapitres.

Mieux vaut écrire, dans la version française : "Modifications de la loi ...".

Articles 1er et 9.

L'article 21 en projet que l'article 1er tend à remplacer dans la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie dispose que, lorsqu'un membre du personnel de carrière est jugé, par ses chefs hiérarchiques, manifestement incapable d'exercer toute fonction en rapport avec son grade, il peut être replacé dans un grade inférieur.

Il ressort du commentaire que l'exposé des motifs donne de cette disposition que celle-ci s'appliquera à l'ensemble du personnel de la gendarmerie, quel que soit son grade, et des explications fournies au Conseil d'Etat par les délégués du Gouvernement que la rétrogradation serait prononcée exclusivement pour cause d'inaptitude professionnelle manifeste, qu'elle serait dépourvue de tout caractère disciplinaire et qu'elle pourrait avoir pour effet de replacer celui qui en fait l'objet dans n'importe quel grade inférieur. Cette mesure serait prise, selon le cas, par le Roi ou par le ministre, après avis du conseil d'enquête.

Selon l'article 34 en projet (article 9 du projet), lorsque le membre du personnel de carrière serait titulaire du grade de sous-lieutenant, de maréchal des logis chef ou de

maréchal des logis, il pourrait, dans les mêmes conditions, être démis d'office de son emploi.

Si la démission d'office ou la rétrogradation pour cause d'inaptitude professionnelle ne sont pas des mesures inconnues en droit de la fonction publique (voir notamment l'article 114, 2E, du statut des agents de l'Etat et l'arrêté royal d'exécution du 18 mars 1940), il convient de souligner que ces mesures, en raison même de leurs conséquences gravement préjudiciables pour l'intéressé, doivent rester exceptionnelles et ne peuvent être prononcées que moyennant de sérieuses garanties pour lui.

Elles doivent d'autant plus être exceptionnelles que le recrutement intervient généralement au terme d'épreuves et, souvent, d'une période probatoire et que les promotions sont subordonnées à des conditions destinées à vérifier l'aptitude de l'agent à l'exercice de fonctions supérieures.

Les dispositions en projet ne sont pas satisfaisantes à cet égard : les chefs hiérarchiques, à l'initiative desquels la mesure serait prise, ne sont pas déterminés; le soin de régler la procédure devant le conseil d'enquête est entièrement laissé au Roi; aucun recours n'est envisagé, si ce n'est le recours général pour excès de pouvoir au Conseil d'Etat; il n'est pas davantage prévu d'indemnité de départ. Lesdites dispositions doivent être revues.

Article 2.

Article 22, § 3.

L'article 22, § 3, en projet serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. Pour garantir la disponibilité des unités et services et ainsi donner suite, dans des délais raisonnables, aux appels du public et des autorités, les ordres de service peuvent imposer à certains membres du personnel :

1E ...;

2E ...;

3E ...;

4Ed'accepter d'être reliés au réseau téléphonique".

Article 3.

La division de l'article doit se faire par 1E, 2E, 3E, etc. et non par a), b), c), etc.

Article 24/1, § 1er, alinéa 1er, en projet.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 24/1, § 1er. Les membres du personnel sont placés sous l'autorité de leurs supérieurs. Cette autorité s'exerce en raison, selon le cas, de l'emploi, de la fonction, du grade ou de l'ancienneté".

Article 24/1, § 1er, alinéa 2, en projet.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"L'autorité d'un membre du personnel sur un autre membre du personnel, en raison de l'emploi ou de la fonction, ne s'exerce que dans les limites de cet emploi ou de cette fonction et de l'habilitation qu'il puise dans des dispositions législatives ou réglementaires ou dans des ordres permanents ou momentanés".

Article 24/2, § 2, alinéa 2, en projet.

Le texte en projet n'interdit l'exécution d'un ordre que dans le cas où "cette exécution implique manifestement la commission d'un crime ou d'un délit". Cette limitation paraît trop restrictive en ce qu'elle exclut les infractions d'omission, les contraventions et les illégalités qui ne constituent pas un crime ou un délit, notamment les atteintes à un droit de l'homme. Une formule plus con-

forme à la jurisprudence et à la doctrine relatives à la théorie de l'ordre illégal de l'autorité (1), serait préférable. Le texte pourrait s'écrire : "Toutefois, un ordre manifestement illégal ne peut être exécuté".

Article 24/2, § 3, en projet.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 24/3 en projet.

1. A l'alinéa 1er, les mots "avec d'autres" peuvent être omis.

2. Au 1E, le mot "visant" doit être remplacé par les mots "relatif à".

---

(1)Voyez notamment Cass., 24 mai 1976, Pas., 1976, I, 1014; A. Marchal, "Annotations relatives à l'ordre illégal en droit militaire belge", Revue de droit pénal militaire et de droit de la guerre, IV. 2 (1965), pp. 275 et s; R. Lallemand, "A propos de la discipline militaire et de l'obéissance aux ordres illégaux", Journal des tribunaux, 1967, pp. 1 et s; J. Verhaegen, "La protection pénale contre les abus de pouvoir et la résistance légitime à l'autorité", Bruxelles, Bruylant, 1969.

3. Au 2E, le mot "prérogatives" doit être remplacé par le mot "missions".

4. Au 3E, la seconde phrase est superflue et doit être omise.

Le texte néerlandais de la première phrase devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 24/5 en projet.

1. La division en paragraphes ne se justifie pas, lorsque chacun d'eux ne comporte qu'un alinéa.

Cette observation vaut pour les articles 24/9, 24/19, 24/24, 24/29, 24/32, 24/35, 24/39, 24/40 et 24/41 en projet.

2. Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire : "... une entrave à l'exercice de leurs droits de défense".

Article 24/6 en projet.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 24/7 en projet.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 24/8 en projet.

La rédaction du texte est équivoque. En effet, s'il est vrai qu'en leur qualité de citoyens, les membres de la gendarmerie jouissent des mêmes droits et libertés que les autres citoyens, il n'en reste pas moins qu'en leur qualité de titulaires d'une fonction publique, ils peuvent se voir imposer des restrictions spécifiques à l'exercice de ces droits et libertés (2). Le texte doit être revu pour faire apparaître cette distinction. Si l'intention est de ne permettre d'autres restrictions spécifiques que celles expressément prévues par la loi en projet, il doit également être adapté en conséquence.

---

(2)La jurisprudence de la section d'administration du Conseil d'Etat est constante sur ce point. Voyez, notamment, arrêt nE 14.141, Dumasy, du 4 juin 1970, R.J.D.A. 1971, pp. 207 et suiv., avec l'avis et des extraits du rapport de Ch. HUBERLANT.

Article 24/10 en projet.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 24/11 en projet.

Il est fait référence aux observations que le Conseil d'Etat a faites à propos de l'article 11, § 1er, alinéa 1er, seconde phrase, en projet, de la loi du 2 décembre 1957, que modifie l'article 4 du projet de loi portant modification de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie et de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie, disposition sur laquelle la section de législation du Conseil d'Etat à donné l'avis L. 20.679/9 le 7 mai 1991.

Dans la mesure où l'interdiction du droit de grève est réglée à l'article 11 précité de la loi du 2 décembre 1957, il n'y a, par ailleurs, pas lieu de répéter la règle dans la loi du 27 décembre 1973.

Article 24/12, § 1er, alinéa 1er, en projet.

1. Le début de l'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 24/12, § 1er. Outre les incompatibilités prévues par les lois ...".

2. A l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire :

"Les membres du personnel ne peuvent, ni directement, ni par personne interposée, ...".

Article 24/12, § 2, alinéa 1er, en projet.

Au 1E, il faut écrire :

"1Epour des emplois, professions ou occupations accessoires dans l'enseignement;".

De même, mieux vaut écrire au 3E :

"3Epour des emplois, professions ... (suite comme au projet)".

Intitulé de la section 3.

Le texte néerlandais de l'intitulé de la section 3 devrait être adapté ainsi qu'il est proposé dans la partie néerlandaise du présent avis.

Article 24/13 en projet.

Contrairement au droit pénal, le droit disciplinaire autorise la répression d'actes sans que ceux-ci soient rendus punissables par la loi et, d'une manière générale, par un texte. Le principe "nullum crimen sine lege" n'est pas applicable au droit disciplinaire. Il appartient à l'autorité administrative investie du pouvoir disciplinaire d'apprécier, sous le contrôle du juge administratif, si le comportement d'un agent est constitutif d'un manquement aux devoirs professionnels de l'intéressé ou compromet la dignité de ses fonctions, alors même qu'aucune disposition n'érige pareil comportement en infraction à la discipline et ne le réprime comme tel (3). La définition que la disposition en projet donne de l'infraction disciplinaire s'expose à une double critique. Soucieux de tendre à l'exhaustivité sans pour autant restreindre la liberté d'appréciation de l'autorité administrative investie du pouvoir disciplinaire, les auteurs du projet en sont réduits à donner de l'infraction disciplinaire une définition à ce point large qu'elle en devient tautologique et ne répond pas à la fonction que l'incrimination légale est destinée à remplir. Ceci vaut pour les 1E et 2E de l'article en projet.

Quant au 3E, il est de nature à induire en erreur en ce qu'il pourrait donner à penser que les manquements aux dispositions des sections 1 et 2 constituent une catégorie

(3)Voir, notamment, Conseil d'Etat, arrêts Van Dijk, nE 10.552, du 14 avril 1964 et nE 12.394, du 16 mai 1967 et arrêt De Smet, nE 20.967, du 19 février 1981.

d'infractions disciplinaires distincte, alors qu'il n'en est rien, et que des manquements à d'autres dispositions légales, par exemple à des dispositions pénales, ne pourraient pas donner lieu à des sanctions disciplinaires, ce qui est également inexact.

Mieux vaut dès lors omettre l'article en projet.

Article 24/14, § 1er, alinéa 1er, en projet.

Au 3E, il serait préférable d'écrire :

"3El'absence de rémunération de certaines prestations ...;".

En effet, la sanction est constituée non pas par la prestation elle-même, mais par le défaut de rémunération de celle-ci.

Le texte néerlandais du 6E devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 24/14, § 2, alinéa 1er, en projet.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Lorsque plusieurs faits sont imputés à un membre du personnel, une seule procédure est entamée à sa charge qui ne peut déboucher que sur une seule sanction disciplinaire".

La disposition n'envisage pas l'hypothèse où de nouveaux faits viennent à être connus à un moment où la procédure disciplinaire est déjà entamée. En vue de couvrir cette hypothèse, cette disposition devrait, sur le modèle de l'article 79, § 2, alinéa 2, du statut des agents de l'Etat, être immédiatement suivie d'un alinéa nouveau rédigé comme suit :

"Si un nouveau fait lui est imputé en cours de procédure, une nouvelle procédure peut être entamée en raison de celui-ci sans que la procédure déjà engagée ne soit interrompue pour autant".

Article 24/14, § 2, alinéa 3, en projet.

Les mots "à elle seule" doivent être omis.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 24/14, § 3, alinéa 1er, en projet.

Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 24/14, § 3, alinéa 2, en projet.

La subdélégation que cette disposition autorise au profit du commandant de gendarmerie est excessive. Il appartient au ministre lui-même de fixer les modalités d'application des mesures visées à l'alinéa 1er.

L'alinéa 2 du paragraphe pourrait être rédigé comme suit :

"Après avis du ministre de la Justice, le ministre de l'Intérieur arrête les modalités d'application des mesures visées à l'alinéa 1er, 1E et 2E".

Article 24/17, § 1er, alinéa 1er, en projet.

Compte tenu de l'observation faite à propos de l'article 24/14, il faut écrire : "L 'absence de rémunération de certaines prestations ne peut s'appliquer qu'à un nombre d'heures de service variant de quatre à douze heures, effectuées ...".

Article 24/17, § 1er, alinéa 2, en projet.

La fin de l'alinéa 2 serait mieux rédigée comme suit : "... au cours duquel la sanction est devenue définitive".

Article 24/17, § 2, en projet.

Il est préférable d'écrire : "Ne constitue pas la sanction de l'absence de rémunération de prestations, l'imposition de prestations compensant soit ...".

Article 24/18, alinéa 2.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 24/19, § 1er, en projet.

En vertu de cette disposition :

> "Le Roi détermine la nouvelle ancienneté attribuée à l'intéressé dans le grade auquel il est rétrogradé".

Ce texte confère au Roi le pouvoir de prendre des décisions quasi discrétionnaires. La disposition devrait assortir la délégation qu'elle confère au Roi de l'énoncé de critères généraux et objectifs.

Article 24/21, § 2, en projet.

Cet article s'inspire de l'article 319 de l'avant-projet de loi fixant le statut disciplinaire du personnel

communal, sur lequel le Conseil d'Etat a donné un avis le 20 juin 1990, mais en remplaçant le mot "destitution" par les mots "démission d'office" (4).

Le texte en projet prive l'agent, qui sollicite et obtient sa démission d'office, du droit de défense et du droit de recours que le projet lui garantit dans les autres dispositions. En outre, ce n'est plus l'autorité mais l'agent lui-même qui choisit la peine, cette peine étant la plus élevée dans la hiérarchie des sanctions.

La disposition doit être omise ou, à tout le moins, fondamentalement revue. Le cas échéant, il pourrait être prévu que l'intéressé pourrait offrir sa démission, et non pas demander à être démis d'office, et que l'acceptation de cette démission volontaire entraînerait l'extinction de la procédure disciplinaire.

Article 24/22, § 1er, alinéa 2, en projet.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

---

(4)Doc. parl. Chambre, session 1990-1991, nE 1400/1, pages 48 et 49.

Article 24/23, § 2, en projet.

La fin du paragraphe 2 serait mieux rédigée comme suit : "Passé ce délai, l'avis est réputé conforme ou donné".

Article 24/24 en projet.

1. La disposition ne prévoit la faculté d'appel que dans l'hypothèse où est prononcée la sanction de l'absence de rémunération de certaines prestations. Pour les autres sanctions, aucun appel n'est prévu, même pas pour les sanctions les plus graves. Une telle distinction n'est pas justifiée et méconnaît le principe énoncé à l'article 6 de la Constitution.

2. Par ailleurs, le texte en projet ne désigne pas l'autorité devant laquelle l'appel doit être interjeté, et pas davantage les principes essentiels applicables à la procédure d'appel, pour la détermination de laquelle une délégation générale est accordée au Roi.

Le texte en projet doit être fondamentalement revu pour tenir compte des deux observations ci-dessus.

Article 24/25, § 1er, en projet.

Selon le texte en projet, le supérieur exerçant les attributions de commandant d'unité peut faire procéder à une enquête préalable uniquement dans le cas où il n'a pas constaté les faits.

Dans l'hypothèse où il a lui-même constaté ces faits, il paraît souhaitable de lui permettre également d'ordonner une enquête.

Le texte pourrait donc être rédigé comme suit :

"§ 1er. Tout supérieur ... peut faire procéder à une enquête préalable en vue ... (la suite comme au projet)".

Article 24/25, § 2, alinéa 1er, en projet.

Il y a lieu d'écrire :

"... le commandant d'unité ordonne l'enquête visée au § 1er ...".

Article 24/25, § 2, alinéa 2, en projet.

L'alinéa 2 du texte français serait mieux rédigé comme suit :

"Il en va de même en cas de dénonciation ou de plainte émanant d'un membre du personnel".

Article 24/25, § 3, alinéa 2, en projet.

1. En prévoyant que le commandant d'unité, saisi par le commandant de la gendarmerie agissant sur injonction du ministre de l'Intérieur, fait procéder à une enquête préalable, rédige un rapport introductif et poursuit la procédure conformément aux articles 24/26 à 24/28, la disposition en projet oblige ce commandant d'unité à poursuivre cette procédure, même s'il constate qu'il n'y a aucun élément à charge de l'intéressé.

Interrogés à ce sujet, les délégués du Gouvernement ont précisé que telle n'était pas l'intention des auteurs du projet.

Le texte doit, dès lors, être rédigé comme suit :

"Le commandant d'unité ... fait procéder à l'enquête préalable et, s'il a lieu, rédige un rapport introductif et poursuit la procédure conformément aux articles 24/26 à 24/28. Il en informe le commandant de la gendarmerie. Ce dernier en informe, à son tour, le ministre de l'Intérieur".

2. La dernière phrase de l'alinéa 2 "Ces autorités ... procédure" peut être omise.

Article 24/25, § 4, alinéa 1er, en projet.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"§ 4. Si le commandant ... d'entamer ou de poursuivre la procédure ..., le commandant de la gendarmerie peut le lui ordonner".

Article 24/25, § 4, alinéa 2, en projet.

L'alinéa 2 est une redite; il doit, dès lors, être omis.

Article 24/25, § 5, en projet.

Le texte en projet ne vise que l'hypothèse où le membre du personnel fait l'objet d'une plainte ou d'une dénonciation en raison de faits non constitutifs d'une infraction pénale.

Interrogés à ce sujet, les délégués du Gouvernement ont fait valoir que, s'agissant de faits constitutifs d'une infraction pénale, il fallait sauvegarder le secret de l'instruction.

La disposition examinée peut se comprendre à la lumière du principe selon lequel "le criminel tient le disciplinaire en état", que consacre le projet. En cas de faits constitutifs d'une infraction pénale portés à sa connaissance, toute autorité administrative a l'obligation d'en informer l'autorité judiciaire et elle ne peut porter atteinte au secret de l'instruction. Si, après qu'il a été statué sur l'action pénale, des poursuites disciplinaires sont engagées à charge du membre du personnel en raison des mêmes faits, plus rien ne s'oppose à ce que l'intéressé soit informé - à supposer qu'il ne le soit déjà - de l'origine et de la teneur de la plainte ou de la dénonciation à l'origine des poursuites tant disciplinaires que pénales. Ceci dit, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'utilité de la disposition projetée qui, au contraire, n'exclut pas la possibilité de pressions exercées par le membre du personnel concerné sur l'auteur de la plainte ou de la dénonciation pour qu'il la retire et empêcher ainsi l'enquête de se tenir. Mieux vaut omettre la disposition, l'information du membre du personnel étant suffisamment assurée par ailleurs.

Article 24/26, § 1er, alinéa 1er, en projet.

L'alinéa 1er fait double emploi avec les dispositions qui précèdent et, de plus, les termes "Sous réserve des dispositions de l'article 24/25, § 3 et § 4" sont équivoques.

L'alinéa 1er doit être omis.

Article 24/26, § 1er, alinéa 2, en projet.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'utilité de désigner un "premier acte de la procédure disciplinaire", dès lors que, de toute façon, aucun acte ne constitue une cause d'interruption de la prescription de l'action disciplinaire.

En conséquence, la première phrase peut être omise.

Dès lors, on écrira à l'alinéa 2, devenant l'alinéa unique du paragraphe 1er : "Le rapport introductif énonce, de manière ...".

Article 24/26, § 2, alinéa 1er, en projet.

La fin de l'alinéa 1er serait mieux rédigée comme suit : "... où est déposé le dossier disciplinaire, lequel contient toutes les pièces relatives aux faits".

Article 24/26, § 2, alinéa 2, en projet.

Cette disposition peut porter atteinte aux droits de la défense, notamment en empêchant l'intéressé de faire valoir des faits nouveaux, survenus moins de deux jours ouvrables avant la comparution, ou des moyens d'ordre public.

Cet alinéa 2 doit, en conséquence, être revu.

Article 24/26, § 4, en projet.

Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 24/27 en projet.

Il appartient à la loi elle-même, et non au Roi par délégation de fixer la période pendant laquelle le membre du personnel poursuivi et son défenseur peuvent consulter le dossier.

En conséquence, le texte doit être revu.

Article 24/28, § 2, alinéa 1er, en projet.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 24/28, § 2, alinéa 2, en projet.

Dans les cas les plus graves (par exemple en cas d'hospitalisation dans un état comateux), il ne sera pas toujours possible de fournir immédiatement un certificat médical.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Sauf cas de force majeure, l'absence pour motif de santé doit être justifiée par un certificat médical délivré par un médecin agréé".

La même observation vaut pour l'article 24/34, § 1er, alinéa 3, en projet.

Article 24/28, § 3, en projet.

Il faut écrire : "Toute sanction ... d'unité est motivée et notifiée par écrit au membre du personnel".

Article 24/29, § 1er, (devenant l'alinéa 1er), en projet.

La fin de l'alinéa 1er serait mieux rédigée comme suit : "... à statuer dans les cas prévus à l'article 24/22, § 1er, alinéa 2".

Article 24/30, § 1er, alinéa 1er, en projet.

Afin d'éviter que l'autorité qui va proposer la sanction disciplinaire procède elle-même à l'enquête qui doit y conduire, il vaut mieux écrire : "... l'une des sanctions visées à l'article 24/14, § 1er, 4E à 7E, fait procéder, s'il échet, à toute enquête ...".

Article 24/30, § 2, alinéa 1er, en projet.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 24/30, § 2, alinéa 2, en projet.

Dans l'hypothèse où la décision du chef de corps porte une des sanctions prévues à l'article 24/14, § 1er, 1E à 3E, cette décision doit être motivée, ne fût-ce que par souci d'uniformité avec l'article 29, § 3, en projet. Il y a lieu de le préciser dans le texte.

Article 24/31, § 2, alinéa 1er, en projet.

1. Les tirets doivent être remplacés par 1E, 2E et 3E.

2. Au 1E, il y a lieu d'écrire :

"1EUn président, magistrat du siège d'une cour d'appel, désigné par le ministre ...".

2bis. Le texte néerlandais du 2E devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Au 3E, il convient d'écrire : "... celui des assesseurs visés au 2E, ...".

Article 24/33, alinéa 2, en projet.

Le texte néerlandais de la première phrase devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 24/34, § 1er, alinéa 1er, en projet.

In fine, les mots "quant aux faits" doivent être omis. En effet, l'intéressé doit rester libre d'organiser sa défense comme il l'entend et ne peut être tenu de la limiter à la contestation ou à la reconnaissance des seuls faits; il doit notamment pouvoir contester la qualification de ces faits et fournir des explications ou justifications.

Article 24/34, § 1er, alinéa 2.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 24/34, § 1er, alinéa 3.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 24/34, § 1er, alinéa 4, en projet.

En vue de tenir compte de la possibilité pour le chef de corps de se faire remplacer et du cas où la partie poursuivante estimerait devoir abandonner les poursuites, la première phrase de l'alinéa 4 doit s'écrire comme suit :

"Le chef de corps ou l'officier rapporteur propose, selon le cas, de prononcer ... ou de relaxer le membre du personnel des fins des poursuites disciplinaires".

La seconde phrase a pour objet de donner, conformément à l'usage, la parole, en dernier lieu, à la défense. Il ne peut être admis, pour les mêmes raisons que celles déjà exposées à propos de l'article 24/34, § 1er, alinéa 1er, que la défense ne puisse porter, à cette occasion, que sur la sanction proposée. Il y a donc lieu d'omettre les mots "quant à la sanction proposée".

Article 24/34, § 1er, alinéa 5, en projet.

Le mot "contradictoire" est superflu et doit être omis.

Article 24/34, § 1er, alinéa 6, en projet.

L'alinéa 6 serait mieux rédigé comme suit :

"Le président clôt les débats et met l'affaire en délibéré".

Article 24/34, § 2, alinéa 1er, en projet.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Le conseil d'enquête donne son avis dans les trois jours ouvrables qui suivent celui de la clôture des débats. Cet avis comporte :

1El'énoncé des faits et leur imputation éventuelle au membre du personnel en cause;

2Ela qualification des faits, si ceux-ci sont jugés établis;

3Ela sanction proposée".

Article 24/35, § 1er, en projet.

Il y a lieu d'écrire :

"Art. 24/35. L'avis du conseil d'enquête est notifié au membre du personnel en cause et transmis au commandant de la gendarmerie, ainsi qu'au ministre de l'Intérieur".

Article 24/35, § 2, en projet.

Cette disposition vide, en grande partie, de sa substance la garantie que constitue, pour l'intéressé, la procédure devant le conseil d'enquête.

Ce paragraphe doit être omis.

Article 24/35, § 3, en projet.

Ce paragraphe doit être omis en raison de l'omission du paragraphe 2 et de la proposition de texte faite pour le paragraphe 1er.

Article 24/36, alinéa 2, en projet.

Les mots "pour consulter les dossiers visés aux articles 24/26, § 2 et 24/34, ainsi que pour assister ou représenter le membre du personnel en cause lors de sa comparution devant l'autorité ou devant le conseil d'enquête" doivent être omis, dès lors que la "tâche" du conseil ou du défenseur de l'intéressé implique naturellement l'accomplissement desdits devoirs.

Article 24/36, alinéa 3, en projet.

La délégation, consentie au Roi par l'alinéa 3, pourrait Lui permettre de restreindre les droits de défense de l'intéressé en limitant trop sévèrement la durée de la dispense pour le calcul du temps de travail.

Les termes "dans les limites fixées par le Roi" doivent donc être omis et le texte doit préciser la mesure dans laquelle la dispense entre en compte pour le calcul du temps de travail.

Article 24/37, alinéa 1er, en projet.

Il faut écrire : "... émettent, à l'intention de l'autorité compétente, un avis sur l'adoption ou le maintien ...".

Article 24/38, § 1er, en projet.

Cet alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 24/38. L'action disciplinaire tendant à l'application de l'une des sanctions visées à l'article 24/14, § 1er, 1E à 3E, est prescrite six mois après les faits".

Article 24/38, § 2, en projet.

La même rédaction est suggérée, mutatis mutandis, pour ce paragraphe, sauf à allonger le délai de prescription pour tenir compte que, dans la rédaction proposée pour l'article 24/38, § 2, les délais prennent uniformément cours à partir des faits et qu'un délai de deux ans peut paraître trop court eu égard à la gravité de certains faits.

Article 24/38, en projet.

L'article 24/14, § 2, dispose qu'en cas de pluralité d'infractions disciplinaires, une seule sanction sera prononcée. Il peut donc se trouver qu'une même procédure concerne plusieurs fautes disciplinaires étendues dans le temps et qui seront jugées ensemble.

Il est, dès lors, souhaitable que la sanction unique puisse s'appliquer aux faits les plus anciens comme aux faits les plus récents, même si les faits les plus anciens étaient prescrits.

Il est proposé de faire du paragraphe 3 le paragraphe 4 et d'insérer un nouveau paragraphe 3 rédigé comme suit :

"§ 3. Dans le cas visé à l'article 24/14, § 2, alinéa 1er, les délais prévus aux paragraphes 1er et 2 ne commencent à courir qu'à compter du dernier fait".

Article 24/38, § 3 (devenant § 4), en projet.

1. Dans une matière de répression, même disciplinaire, où l'action ne se justifie plus lorsque le fait est trop ancien par rapport à sa possibilité de répression, la prescription d'une action commence à courir, en principe, à compter du fait qui la motive et non de la découverte de ce fait.

De plus, il appartient à l'autorité investie du pouvoir disciplinaire de se tenir informée des suites données aux faits sur le plan pénal.

Le paragraphe 3, alinéa 1er, devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"§ 4. En cas de poursuites pénales fondées sur les mêmes faits, la prescription de l'action disciplinaire est suspendue jusqu'à la décision définitive sur l'action publique".

2. L'alinéa 2 devrait être rédigé comme suit :

"Elle l'est aussi pendant la durée de l'absence pour motif de santé".

Article 24/40, § 1er, en projet.

Les exceptions prévues par le paragraphe 1er - et singulièrement la seconde - peuvent avoir pour effet de vider de sa substance le principe posé à l'article 24/38, § 3, selon lequel "le pénal tient le disciplinaire en état".

Le paragraphe 1er doit être omis.

Article 24/40, § 2, en projet.

Le paragraphe 2 énonce une évidence. Il doit être omis.

Article 24/40, § 3, en projet.

La deuxième phrase du paragraphe 3, devenant l'alinéa unique, doit être rédigé comme suit :

"La même faculté ..., ainsi qu'à la chambre du conseil et à la chambre des mises en accusation".

Article 24/41, §§ 1er et 2, en projet.

Dans le texte français, tous les verbes doivent être écrits à l'indicatif présent.

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 24/42, 4E, en projet.

Il va de soi que la délégation conférée au Roi par le 4E pour régler les modalités d'application du régime disciplinaire, ne peut porter que sur des modalités accessoires.

*

Les c), d), e) deviennent respectivement 3E, 4E, 5E.

*

Article 5.

Article 27, § 2, en projet.

Les mots "Sous réserve des articles 24/28, § 2, 24/34, § 1er, et 24/38, § 3" peuvent être omis puisqu'ils prévoient également l'intervention d'un médecin agréé.

Article 27, § 3, en projet.

La délégation que le Roi est, par le texte en projet, autorisé à donner à l'autorité de gendarmerie pour arrêter le régime suivant lequel est constatée l'absence pour motif de santé du membre du personnel n'est pas admissible. Seule une délégation pour arrêter des mesures accessoires ou de détail est permise et pour autant que les règles de principe soient préalablement fixées.

De même, les règles essentielles relatives au contrôle médical doivent être arrêtées par le Roi.

Article 7.

Article 29, alinéa 7, en projet.

Mieux vaut écrire :

"... est prononcée sans que sa durée couvre entièrement celle de la suspension, la période de suspension excédentaire est considérée comme une période d'activité".

Article 29, alinéa 8, en projet.

A la deuxième ligne du texte français, les mots "de l'emploi" doivent être omis.

Articles 12, 13 et 14.

Ces articles constituent le chapitre II du projet intitulé "Modifications à la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées".

Lors de l'élaboration de ces textes, il n'a pas été tenu compte des modifications apportées par la loi du 28 décembre 1990, notamment de l'article 10ter de cette loi, qui concerne la gendarmerie.

Il convient donc d'adapter le texte du projet aux modifications apportées par cette dernière loi.

Article 15.

Il faut écrire : "... la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre Ier du Code de procédure pénale militaire : ...".

Article 19.

Dans le commentaire que l'exposé des motifs donne de l'article 19 du projet, il est indiqué ce qui suit :

> "Contrairement au texte actuel qui permet à une organisation syndicale d'obtenir l'agréation en se limitant tout simplement à affirmer qu'elle répond bien aux conditions exigées par la loi et à transmettre au ministre une copie de ses statuts ainsi que de la liste de ses dirigeants responsables, le texte en projet exige, de manière à prévenir les abus auxquels aurait pu donner lieu le texte existant, que cette organisation syndicale démontre qu'elle satisfait à cette condition".

La disposition en projet opère de la sorte un renversement de la charge de la preuve puisqu'aussi bien c'est, désormais, à l'organisation syndicale qui désire être agréée qu'il appartiendra d'apporter la preuve qu'elle satisfait aux conditions énumérées à l'article 12, 1E à 4E.

Ce renversement de la charge de la preuve est de nature à rendre sensiblement plus difficile l'agrément des organisations syndicales et risque de porter atteinte au secret syndical. Ces inconvénients sont sans aucune commune mesure avec la justification avancée par les auteurs du projet : "prévenir les abus auxquels aurait pu donner lieu le texte existant".

La disposition doit être omise. Cette omission se justifie d'autant plus qu'il s'agit ici simplement de l'agrément du syndicat et non de la reconnaissance de sa représentativité et qu'il n'est pas d'usage, dans le droit syndical de la fonction publique, d'exiger d'une organisation syndicale désireuse d'être agréée qu'elle apporte elle-même, et autrement que par la production de ses statuts, la preuve qu'elle satisfait à un certain nombre de conditions dont l'appréciation est laissée non pas à une autorité in-dépendante, mais à l'employeur en personne.

Opschrift van de hoofdstukken.

Het zou beter zijn te schrijven : "Wijzigingen van de wet ...".

Artikelen 1 en 9.

Het ontwerp van artikel 21 dat door artikel 1 zal worden vervangen in de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht, bepaalt dat als een lid van het beroepspersoneel door zijn hiërarchische meerderen klaarblijkelijk onbekwaam wordt geacht om elke functie in verhouding tot zijn graad uit te oefenen, hij in een lagere graad teruggezet kan worden.

Uit de commentaar die in de memorie van toelichting bij die bepaling wordt gegeven, blijkt dat ze van toepassing zal zijn op alle personeelsleden van de rijkswacht ongeacht hun graad, en uit de toelichting die de gemachtigden van de Regering aan de Raad van State hebben verstrekt, blijkt dat de terugzetting in graad uitsluitend zou worden uitgesproken wegens klaarblijkelijke beroepsongeschiktheid, dat ze geenszins tuchtrechtelijk van aard zou zijn en dat ze tot gevolg zou kunnen hebben dat de persoon tegen wie ze wordt uitgesproken in onverschillig welke lagere graad wordt teruggezet. Die maatregel zou, naargelang van het geval, worden genomen door de Koning of door de minister, na advies van de onderzoeksraad.

Volgens het ontworpen artikel 34 (artikel 9 van het ontwerp) kan een lid van het beroepspersoneel dat bekleed is met de graad van onderluitenant, opperwachtmeester of wachtmeester onder dezelfde omstandigheden van ambtswege uit zijn ambt worden ontzet.

Het ontslag van ambtswege of de terugzetting in graad wegens beroepsongeschiktheid zijn weliswaar geen onbekende maatregelen in het recht van het openbaar ambt (zie inzonderheid artikel 114, 2E, van het statuut van het rijkspersoneel en het koninklijk uitvoeringsbesluit van 18 maart 1940), maar er moet toch de nadruk op worden gelegd dat die maatregelen, precies wegens de erg nadelige gevolgen voor de betrokkene, uitzonderingsmaatregelen moeten blijven en slechts mogen worden uitgesproken mits hem ernstige garanties worden geboden.

Die maatregelen moeten des te meer uitzonderlijk blijven omdat de indienstneming meestal geschiedt na afloop van examens en vaak na afloop van een proefperiode en omdat de bevorderingen afhankelijk worden gesteld van voorwaarden die bedoeld zijn om de geschiktheid van het personeelslid na te gaan om een hoger ambt uit te oefenen.

De ontworpen bepalingen schenken in dat opzicht geen voldoening : er wordt niet bepaald op initiatief van welke hiërarchische meerderen de maatregel zal worden genomen; de taak om de procedure voor de onderzoeksraad te regelen wordt volledig aan de Koning overgelaten; er wordt in geen enkel beroep voorzien, tenzij het algemene beroep wegens machtsoverschrijding bij de Raad van State; er wordt evenmin gezorgd voor een afscheidsvergoeding. De genoemde bepalingen moeten worden herzien.

Artikel 2.

Artikel 22, § 3.

Het ontworpen artikel 22, § 3, zou beter worden geredigeerd als volgt :

"§ 3. Om de beschikbaarheid van de eenheden en diensten te verzekeren en om zo binnen een redelijke termijn gevolg te geven aan de oproepen van de bevolking en van de overheden, kunnen de dienstorders aan bepaalde personeelsleden voorschrijven :

1Ete verblijven in het ambtsgebied dat zij bepalen;

2E ...;

3Etijdens bepaalde periodes hun verplaatsingen buiten hun normale werkuren te beperken;

4Eeen telefoonaansluiting te aanvaarden".

Artikel 3.

Het artikel moet worden ingedeeld in 1E, 2E, 3E, enz. en niet in a), b), c), enz.

Het ontworpen artikel 24/1, § 1, eerste lid.

Het eerste lid zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 24/1, § 1. De personeelsleden staan onder het gezag van hun meerderen. Dat gezag wordt naargelang van het geval uitgeoefend wegens het ambt, de functie, de graad of de anciënniteit".

Het ontworpen artikel 24/1, § 1, tweede lid.

Het tweede lid zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Het gezag van een personeelslid over een ander personeelslid wegens het ambt of de functie wordt slechts uitgeoefend binnen de perken van dat ambt of die functie en van de machtiging die hij ontleent aan wets- of verordeningsbepalingen of aan permanente of tijdelijke orders".

Het ontworpen artikel 24/2, § 2, tweede lid.

De ontworpen tekst verbiedt de uitvoering van een bevel slechts wanneer "deze uitvoering kennelijk het plegen van een misdaad of een wanbedrijf impliceert". Die beperking lijkt te restrictief omdat ze de nalatingsdelicten, de overtredingen en de onwettige daden die geen misdaad of wanbedrijf zijn, inzonderheid de schendingen van een mensenrecht, uitsluit. Het verdient de voorkeur een formulering te gebruiken die meer in overeenstemming is met de rechtspraak en de rechtsleer betreffende de theorie van het

onwettige bevel van de overheid (5). De tekst zou kunnen worden gesteld als volgt : "Een kennelijk onwettig bevel mag evenwel niet worden uitgevoerd".

Het ontworpen artikel 24/2, § 3.

Men schrijve "elkaar" in plaats van "mekaar".

Het ontworpen artikel 24/3.

1. In het eerste lid kunnen de woorden "samen met anderen" vervallen.

2. In de bepaling onder 1E schrijve men : "gevolg geven aan elke oproep in verband met het vervullen van de dienst".

---

(5)Zie inzonderheid Cass., 24 mei 1976, arresten 1976/2; A. Marchal, "Annotations relatives à l'ordre illégal en droit militaire belge", "Revue de droit pénal militaire et de droit de la guerre", IV. 2 (1965), blz. 275 e.v.; R. Lallemand, "A propos de la discipline militaire et de l'obéissance aux ordres illégaux", "Journal des tribunaux", 1967, blz. 1 e.v.; J. Verhaegen, "La protection pénale contre les abus de pouvoir et la résistance légitime à l'autorité", Brussel, Bruylant, 1969.

3. In de bepaling onder 2E schrijve men : "elk misbruik bij het vervullen van hun opdrachten uitsluiten".

4. In de bepaling onder 3E moet de tweede zin als overbodig vervallen.

De eerste zin zou aldus gesteld moeten worden :

"3Eelke willekeur bij hun optreden uitsluiten door inzonderheid te vermijden dat zij bij hun wijze van optreden of uit hoofde van de aangelegenheid waarvoor zij tussenbeide komen afbreuk doen aan de onpartijdigheid die de burgers van hen mogen verwachten;".

Het ontworpen artikel 24/5.

1. Er is geen reden voor een indeling in paragrafen als elke paragraaf slechts uit één lid bestaat.

Deze opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 24/9, 24/19, 24/24, 24/29, 24/32, 24/35, 24/39, 24/40 en 24/41.

2. In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, schrijve men : "... een belemmering vormen voor de uitoefening van hun rechten van verdediging".

Het ontworpen artikel 24/6.

Men schrijve : "welke voordelen ook" in plaats van "om het even welke voordelen".

Het ontworpen artikel 24/7.

Men schrijve : "het goede gebruik" in plaats van "het goed gebruik".

Het ontworpen artikel 24/8.

De tekst is dubbelzinnig. Immers, al is het waar dat in hun hoedanigheid van burgers, de leden van de rijkswacht dezelfde rechten en vrijheden genieten als alle andere burgers, neemt zulks echter niet weg dat in hun hoedanigheid van titularis van een openbaar ambt specifieke beperkingen aan de uitoefening van deze rechten en vrijheden kunnen worden opgelegd (6). De tekst moet worden herzien om dit onderscheid te doen uitkomen. Als de bedoeling van de stellers is dat geen andere specifieke beperkingen mogen worden opgelegd dan die welke uitdrukkelijk bepaald worden door de ontworpen wet, dan moet de tekst op dat punt eveneens herzien worden.

---

(6)De rechtspraak van de Raad van State, afdeling administratie, is op dat punt eensluidend. Zie o.a. arrest nr 14.141, Dumasy, van 4 juni 1970, R.J.D.A. 1971, blz. 207 en volgende, met het advies en uittreksel van het verslag van Ch. HUBERLANT.

Het ontworpen artikel 24/10.

Aan het begin van het artikel schrijve men : "Inzake vakbonden mogen de leden ...".

Het ontworpen artikel 24/11.

Er wordt verwezen naar de opmerkingen die de Raad van State heeft gemaakt bij het ontwerp van artikel 11, § 1, eerste lid, tweede zin, van de wet van 2 december 1957, welk artikel wordt gewijzigd door artikel 4 van het ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht en van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht; de afdeling wetgeving van de Raad van State heeft op 7 mei 1991 advies L. 20.679/9 gegeven over die bepaling.

Omdat het verbod van het stakingsrecht wordt geregeld door het bovenvermelde artikel 11 van de wet van 2 december 1957 is er bovendien geen reden om het voorschrift te herhalen in de wet van 27 december 1973.

Het ontworpen artikel 24/12, § 1, eerste lid.

1. Het eerste lid zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 24/12, § 1. Behoudens de in de bijzondere wetten bepaalde onverenigbaarheden en tenzij ...

1E...;

2Eeen openbaar ambt, een openbare opdracht of een openbaar mandaat;

3Eeen opdracht of een dienst, zelfs als die onbezoldigd is, in particuliere bedrijven met winstoogmerk".

2. In het tweede lid schrijve men :

"De personeelsleden mogen noch rechtstreeks, noch via een tussenpersoon ... op handelsvennootschappen, nijverheids- of handelsinstellingen".

Het ontworpen artikel 24/12, § 2, eerste lid.

Men schrijve :

"§ 2. Afzonderlijke afwijkingen van ... :

"1Evoor bijkomende betrekkingen, beroepen of bezigheden in het onderwijs;".

Evenzo zou het beter zijn in de bepaling onder 3E te schrijven :

"3Evoor bijkomende betrekkingen, beroepen of bezigheden die noch het belang van de dienst schaden, noch afbreuk doen aan de waardigheid van de status van personeelslid".

Opschrift van afdeling 3.

In de Nederlandse tekst van het opschrift van afdeling 3 zou het beter zijn het woord "tuchtsancties" te vervangen door het woord "tuchtstraffen". Deze opmerking geldt voor de verdere tekst van het ontwerp.

Het ontworpen artikel 24/13.

Het tuchtrecht, dat hierin verschilt van het strafrecht, laat de bestraffing van handelingen toe zonder dat de wet of, in het algemeen, een tekst deze handelingen strafbaar stelt. Het beginsel "nullum crimen sine lege" is niet van toepassing op het tuchtrecht. Het komt de administratieve overheid die bevoegd is in tuchtzaken toe om onder de controle van de administratieve rechter te oordelen of een gedraging van een ambtenaar al dan niet als een tekortkoming aan zijn ambtsplichten of aan de waardigheid van zijn ambt moet worden beschouwd, ook wanneer geen bepaling die gedraging als een vergrijp tegen de tucht aanmerkt en als zodanig strafbaar stelt (7). De definitie die de ontworpen bepaling van de

(7)Zie inzonderheid Raad van State, arresten Van Dijk, nr. 10.552, van 14 april 1964 en nr. 12.394 van 16 mei 1967 en arrest De Smet, nr. 20.967, van 19 februari 1981.

tuchtrechtelijke overtreding geeft, is vatbaar voor een tweevoudige kritiek. In hun streven naar volledigheid zonder daarom de beoordelingsvrijheid te beperken van de administratieve overheid die bevoegd is in tuchtzaken, zijn de stellers van het ontwerp gedwongen om van de tuchtrechtelijke overtreding een zodanig ruime definitie te geven dat ze tautologisch wordt en niet beantwoordt aan de functie die de wettelijke strafbaarstelling moet hebben. Dit geldt voor de bepalingen onder 1E en 2E van het ontworpen artikel.

Wat de bepaling onder 3E betreft, die is van die aard dat ze de lezer op een dwaalspoor brengt doordat ze zou kunnen doen geloven dat de overtredingen van de bepalingen van afdeling 1 en 2 een afzonderlijke categorie van tucht-rechtelijke overtredingen vormen, wat niet het geval is, en dat de overtredingen van andere wetsbepalingen, bijvoorbeeld van strafrechtelijke bepalingen, geen aanleiding zouden kunnen geven tot tuchtstraffen, wat ook niet juist is.

Het zou dan ook beter zijn het ontworpen artikel weg te laten.

<u>Het ontworpen artikel 24/14, § 1, eerste lid</u>.

In 3E zou het beter zijn te schrijven :

"3Ehet niet-bezoldigen van bepaalde prestaties ...;".

Het is immers niet de prestatie zelf die de straf uitmaakt, maar het niet-bezoldigen van die prestatie.

.../...

In 6E zou het beter zijn te schrijven :

"6Ede ambtshalve pensionering, al dan niet ... (voorts zoals in het ontwerp).

Het ontworpen artikel 24/14, § 2, eerste lid.

Het eerste lid zou beter als volgt worden gesteld :

"§ 2. Wanneer aan een personeelslid meer dan één feit wordt toegerekend, wordt tegen dat personeelslid slechts één procedure aangespannen die slechts aanleiding kan geven tot één enkele tuchtstraf".

In de bepaling wordt geen aandacht besteed aan het geval dat nieuwe feiten bekend worden op het tijdstip dat de tuchtprocedure reeds is begonnen. Om in dat geval te voorzien zou deze bepaling, naar het voorbeeld van artikel 79, § 2, tweede lid, van het statuut van het rijkspersoneel, onmiddellijk gevolgd moeten worden door een nieuw lid dat als volgt wordt gesteld :

"Wanneer aan het personeelslid in de loop van de procedure een nieuw feit wordt toegerekend, kan wegens dat feit een nieuwe procedure worden aangespannen, zonder dat de lopende procedure daardoor gestuit wordt".

Het ontworpen artikel 24/14, § 2, derde lid.

De woorden "op zichzelf" dienen te vervallen.

Men schrijve "een duidelijke zorgeloosheid ten aanzien van het beroep" in plaats van "een gekarakteriseerde professionele zorgeloosheid".

Het ontworpen artikel 24/14, § 3, eerste lid.

Het zou beter zijn het lid als volgt te stellen :

"§ 3. Geen tuchtstraffen zijn :

1Ede maatregelen van inwendige orde waarmee gezorgd wil zijn voor een goede organisatie en een goede werking van de dienst;

2Ede specifieke maatregelen opgelegd aan de leerlingen van een rijkswachtschool om de goede orde in de school te garanderen;

3Ede schorsing bij ordemaatregel in de zin van artikel 29".

Het ontworpen artikel 24/14, § 3, tweede lid.

De subdelegatie die deze bepaling mogelijk maakt ten voordele van de commandant van de rijkswacht is overdreven. De minister dient zelf de wijze te bepalen waarop de in het eerste lid bedoelde maatregelen worden toegepast.

Het tweede lid van de paragraaf zou als volgt kunnen worden gesteld :

"Na advies van de minister van Justitie stelt de minister van Binnenlandse Zaken de wijze vast waarop de maatregelen bedoeld in het eerste lid, 1E en 2E, worden toegepast".

Het ontworpen artikel 24/17, § 1, eerste lid.

Gelet op de opmerking die in verband met artikel 24/14 is gemaakt, schrijve men : "Het niet-bezoldigen van bepaalde prestaties kan slechts toepassing vinden op een aantal diensturen gaande van vier tot twaalf uren en verricht ...".

Het ontworpen artikel 24/17, § 1, tweede lid.

Het tweede lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Deze straf wordt uitgevoerd door op de bezoldiging van het personeelslid een bedrag in te houden dat overeenstemt met het aantal onbezoldigde prestatie-uren, op de wijze bepaald door de Koning. De in aanmerking te nemen bezoldiging is die van de maand die volgt op de maand tijdens welke de straf definitief is geworden".

Het ontworpen artikel 24/17, § 2.

Het zou beter zijn te schrijven : "Het opleggen van prestaties om een kortstondige onregelmatige afwezigheid of

een te laat komen te compenseren is niet de straf waarbij prestaties niet bezoldigd worden".

Het ontworpen artikel 24/18, tweede lid.

Men schrijve "de regels omtrent de uitvoering van die straf ...".

Het ontworpen artikel 24/19, § 1.

Krachtens die bepaling bepaalt
"de Koning (...) de nieuwe anciënniteit die aan de betrokkene wordt toegekend in de graad waarin hij wordt teruggezet".

De tekst verleent aan de Koning de bevoegdheid om nagenoeg de discretionaire beslissingen te nemen. De delegatie die door de bepaling aan de Koning wordt verleend zou gepaard moeten gaan met het bepalen van algemene en objectieve criteria.

Het ontworpen artikel 24/21, § 2.

Dit artikel knoopt aan bij artikel 319 van het voorontwerp van wet "houdende vaststelling van het tuchtrechtelijk statuut van het gemeentepersoneel", waarover de Raad van State op 20 juni 1990 advies heeft uitgebracht, maar het

woord "ontzetting" is vervangen door de woorden "ontslag van ambtswege" (8).

De ontworpen tekst ontneemt het personeelslid, dat zijn ontslag van ambtswege aanvraagt en verkrijgt, het recht van verdediging en het recht van beroep dat de andere bepalingen van het ontwerp hem waarborgen. Bovendien is het niet meer de overheid maar het personeelslid zelf dat de straf kiest, welke straf de zwaarste is in de hiërarchie van de straffen.

De bepaling dient te vervallen of moet op zijn minst grondig worden herzien. In voorkomend geval zou kunnen worden bepaald dat de betrokkene zijn ontslag kan aanbieden en niet verzoeken om ambtshalve te worden ontslagen en dat de aanvaarding van dat vrijwillige ontslag de tuchtprocedure zou tenietdoen.

Het ontworpen artikel 24/22, § 1, tweede lid.

Men schrijve : "... de feiten die aan de tuchtprocedure ten grondslag liggen ...".

Het ontworpen artikel 24/23, § 2.

---

(8)Gedr. St. Kamer, zitting 1990-1991, nr. 1400/1, blz. 48 en 49.

Het zou beter zijn paragraaf 2 als volgt te stellen :

"§ 2. De straffen bedoeld in ... worden pas uitgesproken wanneer het eensluidende advies of het advies van de minister van Justitie is ingewonnen, indien de feiten die er ten grondslag aan liggen respectievelijk door een officier van gerechtelijke politie of door een agent van gerechtelijke politie zijn gepleegd en rechtstreeks betrekking hebben op ... Als deze termijn eenmaal verstreken is, wordt het advies geacht eensluidend te zijn of te zijn gegeven".

Het ontworpen artikel 24/24.

1. De bepaling voorziet slechts in de mogelijkheid om beroep in te stellen in het geval dat de straf waarbij bepaalde prestaties niet worden bezoldigd wordt uitgesproken. Wat de overige straffen betreft wordt in geen enkel beroep voorzien, zelfs niet voor de zwaarste straffen. Een zodanig onderscheid kan niet worden gewettigd en schendt het beginsel dat is neergelegd in artikel 6 van de Grondwet.

2. Bovendien wordt in de ontworpen tekst niet vermeld bij welke overheid het beroep moet worden ingesteld en ook niet welke grondbeginselen van toepassing zijn op de beroepsprocedure, voor het vaststellen waarvan aan de Koning een algemene delegatie wordt verleend.

Om rekening te houden met de twee hierboven gemaakte opmerkingen moet de ontworpen tekst grondig worden herzien.

Het ontworpen artikel 24/25, § 1.

Volgens de ontworpen tekst kan de meerdere met de bevoegdheid van eenheidscommandant alleen een voorafgaand onderzoek doen instellen in het geval dat hij de feiten niet heeft vastgesteld.

Het lijkt wenselijk dat hij in het geval dat hij die feiten zelf heeft vastgesteld, eveneens een onderzoek kan bevelen.

De tekst zou als volgt kunnen worden gesteld :

"§ 1. Iedere meerdere met de bevoegdheid van eenheidscommandant, die kennis krijgt van feiten die een vergrijp tegen de tucht kunnen vormen, kan een voorafgaand onderzoek doen instellen om ... een tuchtprocedure moet worden aangespannen ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Het ontworpen artikel 24/25, § 2, eerste lid.

Men schrijve :

"§ 2. Wordt de eenheidscommandant geïnformeerd door een overheid onder wier gezag de rijkswacht staat krachtens artikel 2, § 2, van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht of door een overheid die deze krachtens artikel 44 van dezelfde wet door middel van een vordering aanwendt, dan beveelt de

eenheidscommandant het in § 1 bedoelde onderzoek en licht hij die overheden in ...".

Het ontworpen artikel 24/25, § 2, tweede lid.

Het zou beter zijn de Franse tekst als volgt te stellen :

"Il en va de même en cas de dénonciation ou de plainte émanant d'un membre du personnel".

Het ontworpen artikel 24/25, § 3, tweede lid.

1. De ontworpen bepaling, die voorschrijft dat de eenheidscommandant die geadieerd wordt door de commandant van de rijkswacht, handelend op bevel van de minister van Binnenlandse Zaken, een voorafgaand onderzoek moet instellen, een inleidend verslag moet opmaken en de procedure moet voortzetten overeenkomstig de artikelen 24/26 tot 24/28, dwingt zodoende die eenheidscommandant deze procedure voort te zetten, zelfs indien hij vaststelt dat de betrokkene geen enkel feit ten laste kan worden gelegd.

De gemachtigden van de Regering, die daarover zijn ondervraagd, hebben te kennen gegeven dat dit niet in de bedoeling ligt van de stellers van het ontwerp.

De tekst moet bijgevolg als volgt worden gesteld :

"De eenheidscommandant ... doet een voorafgaand onderzoek instellen, maakt desnoods een inleidend verslag op en zet de procedure voort overeenkomstig de artikelen 24/26 tot 24/28. Hij stelt de commandant van de rijkswacht daarvan op de hoogte. Deze licht op zijn beurt de minister van Binnenlandse Zaken in".

2. De laatste zin van het tweede lid "Deze overheden ... rechtspleging" mag worden weggelaten.

Het ontworpen artikel 24/25, § 4, eerste lid.

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"§ 4. Verzuimt de eenheidscommandant zonder geldige reden een tuchtprocedure tegen een personeelslid aan te spannen of ... bevel geven".

Het ontworpen artikel 24/25, § 4, tweede lid.

Het tweede lid is een nodeloze herhaling en moet bijgevolg vervallen.

Het ontworpen artikel 24/25, § 5.

In de ontworpen tekst wordt alleen het geval vermeld dat in verband met een personeelslid een klacht wordt ingediend of een aangifte wordt gedaan wegens feiten die geen strafbaar feit in strafrechtelijke zin vormen.

De gemachtigden van de Regering hebben desgevraagd betoogd dat, wanneer het feiten betreft die een strafbaar feit in strafrechtelijke zin vormen, het onderzoek geheim moet worden gehouden.

De onderzochte bepaling kan begrepen worden in het licht van het in het ontwerp neergelegde beginsel dat "de strafvervolging het verloop van de tuchtprocedure schorst". Elke administratieve overheid is, wanneer haar feiten ter kennis worden gebracht die een strafbaar feit in strafrechtelijke zin vormen, verplicht de gerechtelijke overheid daarvan op de hoogte te stellen en zij mag geen afbreuk doen aan het geheim van het onderzoek. Wanneer uitspraak is gedaan over de strafvordering en daaropvolgend tuchtvervolgingen worden ingesteld tegen het personeelslid vanwege dezelfde feiten, staat niets er meer aan in de weg dat de betrokkene wordt ingelicht - gesteld dat hij nog niet is ingelicht - over de herkomst en de inhoud van de klacht of de aangifte die aan de oorsprong ligt van zowel de tucht- als de strafvervolgingen. Met dit alles is het de Raad van State dan ook niet duidelijk welk nut de ontworpen bepaling heeft die, integendeel, de mogelijkheid niet uitsluit dat het betrokken personeelslid druk uitoefent op degene die de klacht heeft ingediend of de aangifte heeft gedaan opdat deze haar intrekt en zodoende verhindert dat het onderzoek wordt verricht. De bepaling zou beter vervallen aangezien er anders voldoende voor is gezorgd dat het personeelslid wordt ingelicht.

Het ontworpen artikel 24/26, § 1, eerste lid.

Het eerste lid is een onnodige herhaling van de bepalingen die voorafgaan en bovendien zijn de woorden "onverminderd de bepalingen van artikel 24/25, § 3 en § 4" dubbelzinnig.

Het eerste lid moet vervallen.

Het ontworpen artikel 24/26, § 1, tweede lid.

Het is de Raad van State niet duidelijk welk nut het heeft te spreken van een "eerste akte van de tucht-rechtspleging", aangezien geen enkele akte hoe dan ook een reden kan vormen om de verjaring van de tuchtvordering te stuiten.

De eerste zin kan bijgevolg vervallen.

In het tweede lid, dat het enige lid wordt van paragraaf 1, schrijve men bijgevolg :

"Het inleidend verslag vermeldt nauwkeurig de feiten die ... en de kwalificatie ervan ...".

Het ontworpen artikel 24/26, § 2, eerste lid.

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"Het inleidend verslag dat ter kennis van het personeelslid wordt gebracht, houdt de oproeping in om te verschijnen voor de eenheidscommandant. De datum van verschijning ... te rekenen vanaf de dag volgend op de kennisgeving ... later vallen. In het verslag wordt ook de plaats vermeld waar het tuchtdossier zich bevindt, hetwelk alle stukken bevat in verband met de feiten".

Het ontworpen artikel 24/26, § 2, tweede lid.

Die bepaling kan afbreuk doen aan de rechten van verdediging, inzonderheid doordat zij eraan in de weg staat dat de betrokkene nieuwe feiten aanbrengt, die minder dan twee werkdagen vo,'o,'r de verschijning zijn opgedoken, of middelen van openbare orde.

Dat tweede lid moet bijgevolg worden herzien.

Het ontworpen artikel 24/26, § 4.

Men schrijve : "... een tuchtprocedure tegen een personeelslid, wanneer de feiten die er ten grondslag aan liggen ...".

Het ontworpen artikel 24/27.

De periode gedurende welke het vervolgde personeelslid en zijn verdediger het dossier kunnen inzien behoort door de wet zelf te worden vastgesteld en niet krachtens een delegatie door de Koning.

De tekst moet bijgevolg worden herzien.

Het ontworpen artikel 24/28, § 2, eerste lid.

De woorden "bij het inleidend verslag" hebben geen tegenhanger in de Franse tekst.

Het woord "tegensprekelijk" dient te worden vervangen door de woorden "op tegenspraak".

Het ontworpen artikel 24/28, § 2, tweede lid.

In de ernstigste gevallen (bijvoorbeeld bij opneming in een ziekenhuis van een persoon in comateuze toestand) zal het niet altijd mogelijk zijn meteen een geneeskundige verklaring af te geven.

Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te redigeren :

"Behalve in gevallen van overmacht moet de afwezigheid wegens gezondheidsredenen worden gestaafd met een

.../...

geneeskundige verklaring afgegeven door een erkende geneesheer".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 24/34, § 1, derde lid.

Het ontworpen artikel 24/28, § 3.

Er behoort te worden geschreven : "Iedere straf ... opgelegd, wordt met redenen omkleed en schriftelijk ter kennis gebracht van het personeelslid".

Het ontworpen artikel 24/29, § 1 (dat het eerste lid wordt).

Het zou beter zijn het slot van het eerste lid als volgt te redigeren : "... beslissen in de gevallen bedoeld in artikel 24/22, § 1, tweede lid".

Het ontworpen artikel 24/30, § 1, eerste lid.

Ten einde te vermijden dat de overheid die de tuchtstraf voorstelt zelf het ondezoek instelt dat daartoe moet leiden, is het beter te schrijven : "... doet, in voorkomend geval, ieder ondezoek instellen ...".

Het ontworpen artikel 24/30, § 2, eerste lid.

Men schrijve "in voorkomend geval" in plaats van "desgevallend".

Het ontworpen artikel 24/30, § 2, tweede lid.

In het geval dat de beslissing van de korpscommandant een van de straffen inhoudt zoals bedoeld in artikel 24/14, § 1, 1E tot 3E, moet die beslissing met redenen omkleed zijn, al was het maar ter wille van de eenvormigheid met het ontworpen artikel 29, § 3. Dit moet worden gepreciseerd in de tekst.

Het ontworpen artikel 24/31, § 2, eerste lid.

1. De streepjes moeten worden vervangen door 1E, 2E en 3E.

2. In 1E schrijve men :

"1EEen voorzitter, zittend magistraat van een hof van beroep, aangewezen door de minister ...".

2bis. Men schrijve in punt 2E "vakorganisatie" in plaats van "syndicale organisatie".

3. In punt 3E schrijve men : "... gelijk in aantal met de in punt 2E bedoelde bijzitters".

Het ontworpen artikel 24/33, tweede lid.

De eerste volzin zou aldus gesteld moeten worden :

"In de oproeping wordt de precieze plaats vermeld waar het in artikel 24/32, § 2, bedoelde dossier door de betrokkene en zijn verdediger ingezien of gefotocopieerd kan worden en de periode waarin dat mag geschieden".

Het ontworpen artikel 24/34, § 1, eerste lid.

Aan het slot dienen de woorden "omtrent de feiten" te vervallen. Aan de betrokkene moet immers de vrijheid worden gelaten zijn verdediging te organiseren zoals hij dat wil en hij kan er niet toe worden verplicht ze te beperken tot het betwisten of erkennen van de loutere feiten; hij moet onder meer de kwalificatie van die feiten kunnen betwisten en uitleg kunnen verschaffen of verantwoording kunnen afleggen.

Het ontworpen artikel 24/34, § 1, tweede lid.

De uitdrukking "tegensprekelijk geacht" dient vervangen te worden door de uitdrukking "geacht op tegenspraak te worden gevoerd".

Het ontworpen artikel 24/34, § 1, derde lid.

Het woord "tegenaanwijzing" dient te worden vervangen door het woord "contra-indicatie".

Het ontworpen artikel 24/34, § 1, vierde lid.

Wil men rekening houden met de mogelijkheid dat de korpscommandant zich laat vervangen en met het geval dat de partij die de vervolging instelt ervan uitgaat dat zij moet afzien van de vervolgingen, dan moet de eerste zin van het vierde lid als volgt worden geschreven :

"De korpscommandant of de officier-verslaggever stelt naar gelang van het geval voor om ... uit te spreken of het personeelslid te ontslaan van de beoogde tuchtvervolgingen".

De tweede zin heeft tot doel om zoals gebruikelijk in laatste instantie het woord aan de verdediging te geven. Om dezelfde redenen als die welke al uiteengezet zijn in verband met artikel 24/34, § 1, eerste lid, kan niet worden aangenomen dat de verdediging dan alleen op de voorgestelde straf betrekking kan hebben. De woorden "omtrent de voorgestelde sanctie" moeten bijgevolg vervallen.

Het ontworpen artikel 24/34, § 1, vijfde lid.

Het woord "tegensprekelijk" is overbodig en moet vervallen.

Het ontworpen artikel 24/34, § 1, zesde lid.

Het zou beter zijn het zesde lid als volgt te redigeren :

"De voorzitter sluit de debatten en houdt de zaak in beraad".

Het ontworpen artikel 24/34, § 2, eerste lid.

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"§ 2. De onderzoeksraad geeft zijn advies binnen de drie werkdagen die volgen op de sluiting van de debatten. Dit advies bevat :

1Ede uiteenzetting van de feiten en de eventuele tenlastelegging hiervan aan het betrokken personeelslid;

2Ede omschrijving van de feiten indien deze bewezen worden geacht;

3Ede voorgestelde straf".

Het ontworpen artikel 24/35, § 1.

Er behoort te worden geschreven :

"Art. 24/35. Het advies van de onderzoeksraad wordt ter kennis gebracht van het betrokken personeelslid en wordt toegezonden aan de commandant van de rijkswacht en aan de minister van Binnenlandse Zaken".

Het ontworpen artikel 24/35, § 2.

De procedure voor de onderzoeksraad, die voor de betrokkene een waarborg vormt, verliest door die bepaling goeddeels haar betekenis.

Die paragraaf dient te vervallen.

Het ontworpen artikel 24/35, § 3.

Doordat paragraaf 2 vervalt en er voor paragraaf 1 een tekstvoorstel is gedaan, moet die paragraaf vervallen.

Het ontworpen artikel 24/36, tweede lid.

De woorden "om de in de artikelen 24/26, § 2, en 24/34 bedoelde dossiers te raadplegen en om het betrokken personeelslid tijdens zijn verschijning voor de overheid of voor de onderzoeksraad bij te staan of te vertegenwoordigen "dienen te vervallen daar de "taak" van de raadsman of de verdediger van de betrokkene uiteraard het vervullen van die taken inhoudt.

Het ontworpen artikel 24/36, derde lid.

De machtiging die in het derde lid aan de Koning wordt verleend zou hem in staat kunnen stellen de rechten van de

verdediging van de betrokkene aan banden te leggen door te strenge grenzen te stellen aan de duur van de vrijstelling voor de berekening van de arbeidstijd.

De woorden "binnen de door de Koning bepaalde grenzen" moeten dus vervallen en in de tekst behoort te worden verduidelijkt in hoeverre de vrijstelling meetelt voor het berekenen van de werktijd.

Het ontworpen artikel 24/37, eerste lid.

Er behoort te worden geschreven : "... alsook de in het raam van een tuchtprocedure geadieerde onderzoeksraad brengen ten behoeve van de bevoegde overheid een advies uit over het nemen of het in stand houden van ...".

Het ontworpen artikel 24/38, § 1.

Het zou beter zijn dit lid als volgt te redigeren :

"Art. 24/38. De tuchtvordering met het oog op de toepassing van een van de in artikel 24/14, § 1, 1E tot 3E, bedoelde straffen, verjaart zes maanden na de feiten".

Het ontworpen artikel 24/38, § 2.

Voor deze paragraaf wordt mutatis mutandis dezelfde redactie voorgesteld, met dien verstande dat de verjaringstermijn moet worden verlengd ten einde ermee rekening

te houden dat de termijnen in de voor artikel 24/38, § 2, voorgestelde tekst eenvormig ingaan vanaf de feiten en dat een termijn van twee jaar te kort kan lijken gelet op de ernst van sommige feiten.

Het ontworpen artikel 24/38, (voorgestelde nieuwe § 3).

In artikel 24/14, § 2, wordt bepaald dat indien er meer dan een tuchtrechtelijke overtreding is begaan, er slechts een sanctie wordt uitgesproken. Het kan dus dat een zelfde procedure betrekking heeft op een aantal in de tijd gespreide vergrijpen tegen de tucht die samen zullen worden berecht.

Het is derhalve wenselijk dat de enige straf kan gelden voor zowel de oudste als de recentste feiten, zelfs als de oudste feiten verjaard waren.

Er wordt voorgesteld van paragraaf 3 paragraaf 4 te maken en een nieuwe paragraaf 3 in te voegen die als volgt luidt :

"§ 3. In het in artikel 24/14, § 2, eerste lid, bedoelde geval beginnen de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde termijnen pas te lopen vanaf het laatste feit".

Het ontworpen artikel 24/38, § 3 (die § 4 wordt).

1. In een strafzaak, en zelfs in een tuchtzaak, waar de vordering niet meer gerechtvaardigd is wanneer het feit te lang geleden is bedreven om nog te kunnen worden bestraft, begint de verjaring van een vordering in beginsel pas te lopen vanaf

het feit dat daartoe de aanleiding vormt en niet vanaf de ontdekking van dit feit.

Bovendien heeft de in tuchtzaken bevoegde overheid het recht zich op de hoogte te laten houden van de gevolgen die aan de feiten worden verbonden op strafrechtelijk gebied.

Paragraaf 3, eerste lid, zou derhalve als volgt moeten luiden :

"§ 4. In geval van strafvervolgingen gesteund op dezelfde feiten, wordt de verjaring van de strafvordering geschorst tot de eindbeslissing over de strafvordering is uitgesproken".

2. Het tweede lid zou als volgt moeten luiden :

"De verjaring wordt eveneens geschorst tijdens de duur van de afwezigheid om gezondheidsredenen".

Het ontworpen artikel 24/40, § 1.

De uitzonderingen waarin paragraaf 1 voorziet, en vooral de tweede, kunnen tot gevolg hebben dat het beginsel vervat in artikel 24/38, § 3, volgens hetwelk "de strafvordering het verloop van de tuchtprocedure schorst" zijn betekenis verliest.

Paragraaf 1 dient te vervallen.

Het ontworpen artikel 24/40, § 2.

Paragraaf 2 bevat een bepaling die vanzelfsprekend is. Hij dient te vervallen.

Het ontworpen artikel 24/40, § 3.

De tweede zin van paragraaf 3, die het enige lid wordt, dient als volgt te worden geredigeerd :

"Dezelfde bevoegdheid ..., alsmede aan de raadkamer en aan de kamer van inbeschuldigingstelling.".

Het ontworpen artikel 24/41, de paragrafen 1 en 2.

In de Franse tekst dienen alle werkwoorden in de onvoltooid tegenwoordige tijd te staan.
In de Nederlandse tekst schrijve men :

"§ 1. Met gevangenisstraf van ... en met geldboete van ... alleen wordt gestraft ...".

"§ 2. Met gevangenisstraf van ... en met geldboete van ... alleen wordt gestraft ...".

Het ontworpen artikel 24/42, 4E.

Het spreekt vanzelf dat de machtiging die door punt 4E aan de Koning wordt verleend om de wijze van toepassing van

de tuchtregeling te regelen alleen betrekking kan hebben op bijkomende voorschriften.

*

c), d), e) worden respectievelijk 3E, 4E, 5E.

*

Artikel 5.

Het ontworpen artikel 27, § 2.

De woorden "Onverminderd de artikelen 24/28, § 2, 24/34, § 1, en 24/38, § 3" kunnen vervallen omdat zij ook bepalen dat een beroep kan worden gedaan op een erkende geneesheer.

Het ontworpen artikel 27, § 3.

De delegatie die de Koning op grond van de ontworpen tekst mag verlenen aan de rijkswachtoverheid om de regeling te bepalen volgens welke wordt vastgesteld dat het personeelslid afwezig is om gezondheidsredenen is niet geoorloofd. Alleen een delegatie om bijkomstige of nadere maatregelen vast te stellen is geoorloofd, in zoverre de principiële regels van te voren worden vastgesteld.

Zo ook behoren de voornaamste regels met betrekking tot de geneeskundige controle door de Koning te worden vastgesteld.

Artikel 7.

Het ontworpen artikel 29, zevende lid.

Het zou beter zijn te schrijven :

"... uitgesproken zonder dat de duur ervan helemaal overeenstemt met die van de schorsing, dan wordt de daarboven uitgaande periode van schorsing als een periode van werkelijke dienst beschouwd".

Het ontworpen artikel 29, achtste lid.

Op de tweede regel moeten de woorden "de l'emploi" in de Franse tekst vervallen.

De artikelen 12, 13 en 14.

Die artikelen vormen hoofdstuk II van het ontwerp luidende "Wijzigingen aan de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht".

Bij de opmaak van die teksten is geen rekening gehouden met de wijzigingen die zijn aangebracht door de wet van 28 december 1990, met name met artikel 10ter van die wet, die betrekking heeft op de rijkswacht.

De tekst van het ontwerp moet bijgevolg worden aangepast aan de door deze wet aangebrachte wijzigingen.

Artikel 15.

Men schrijve : "... de wet van 15 juni 1899 inhoudende Titel I van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger : ...".

Artikel 19.

In de memorie van toelichting staat in de commentaar bij artikel 19 van het ontwerp te lezen :

> "In tegenstelling tot de huidige tekst, die het een syndicale organisatie mogelijk maakt de erkenning te verkrijgen, enkel en alleen door te bevestigen dat zij wel degelijk aan de wettelijke voorwaarden voldoet en door aan de Minister een afschrift van haar statuten en van de lijst van haar verantwoordelijke leiders toe te zenden, eist de tekst in ontwerp, om misbruiken te vermijden waartoe de huidige tekst aanleiding kan geven, dat deze syndicale organisatie aantoont dat zij wel degelijk aan deze voorwaarden voldoet".

De ontworpen bepaling zorgt er aldus voor dat de bewijslast wordt verlegd, daar de vakorganisatie die wenst te worden erkend hoe dan ook voortaan het bewijs zal moeten leveren dat zij aan de in artikel 12, 1E tot 4E, gestelde eisen voldoet.

Die verschuiving van de bewijslast kan het erkennen van de vakorganisaties aanzienlijk bemoeilijken en kan afbreuk doen aan het vakbondsgeheim. Die nadelen wegen niet op tegen de verantwoording die de stellers van het ontwerp hebben

gegeven, namelijk "misbruiken vermijden waartoe de huidige tekst aanleiding kan geven".

De bepaling dient te vervallen. Daar is reden toe, temeer daar het hier louter om de erkenning van de vakbond en niet om de erkenning van de representativiteit ervan gaat en daar het in het vakbondsrecht van het openbaar ambt niet gebruikelijk is dat van een vakorganisatie die wil worden erkend wordt gevergd dat zij zelf en anders dan door overlegging van haar statuten het bewijs levert dat zij aan een aantal voorwaarden voldoet waarover niet een onafhankelijke instantie, maar de werkgever in persoon moet oordelen.

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-F. NEURAY, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J.-F. NEURAY, adjunct-auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.